

Guerre contre l’Iran : on suit la piste de l’argent (jusqu’à Mar-A-Lago) -

Mendelssohn Moses

par **The Democracy Defender**

Comment la bande de Mar-A-Lago tire profit de la guerre contre Iran.

Voici un chiffre qui donne à réfléchir : **2000 dollars par camion.**

C’est le tarif qu’une société peu connue de Floride, Gothams LLC – la même entreprise qui gérait le centre de détention pour immigrants «Alligator Alcatraz» – souhaite facturer pour chaque camion d’aide humanitaire entrant dans une zone de conflit sous contrôle américain. Des camions commerciaux ? 12 000 dollars chacun. Le contrat qu’ils ont proposé à la Maison-Blanche exige un **monopole de sept ans** sur l’ensemble du transport routier et de la logistique, avec un **rendement garanti de 300% sur les dépenses d’investissement**. Les experts fédéraux en marchés publics ont qualifié cela de «vol à main armée». La Maison-Blanche a affirmé que la proposition avait été mise de côté. Les archives montrent que les partenaires de Gothams étaient encore en coordination avec des responsables de l’administration pas plus tard qu’au début de l’année 2026.

C’est la guerre contre l’Iran.

Pas celle dont on vous parle – celle enveloppée de drapeaux, de «sécurité nationale» et de discours solennels sur les menaces nucléaires. Cette guerre existe aussi, bien sûr. Mais en dessous se cache une architecture parallèle, une machinerie financière si effrontée dans sa conception qu’elle fait passer les contrats Halliburton de l’époque de la guerre en Irak pour des affaires de bon vieux temps en comparaison. Dans cette guerre, chaque membre du cabinet a un intérêt financier. Chaque bombe larguée est une démonstration de vente en conditions réelles. Chaque baril de brut iranien retiré du marché mondial est une aubaine pour une entreprise de fracturation hydraulique texane ayant des liens politiques. Et lorsque les décombres se seront tassés, ceux qui se partageront la reconstruction ne seront pas des diplomates – ce seront des milliardaires de l’immobilier proposant des hôtels de luxe et des îles artificielles aux fonds souverains de Riyad.

Ce n’est pas un sous-produit du conflit. **C’est le conflit.**

Les germes de la guerre

Avant de suivre la piste de l’argent, il est utile de comprendre comment tout cela a commencé.

Environ **70% des membres du cabinet de Trump et plus de 50 responsables gouvernementaux** ont occupé auparavant des fonctions directes au sein de la Heritage Foundation ou de ses groupes partenaires du Projet 2025. Ce n’est pas une statistique qui retient suffisamment l’attention. La Heritage Foundation – par le biais du Project 2025 et du «Project 2026» qui a suivi – ne s’est pas contentée de publier une liste de souhaits politiques. Elle a mis en place un **réseau de recrutement** qui a placé des centaines de fidèles triés sur le volet au sein de l’administration fédérale, chacun étant chargé d’une tâche spécifique : centraliser le pouvoir exécutif, démanteler la surveillance réglementaire et mettre en œuvre une politique étrangère «Les États-Unis d’abord» qui considère la force militaire comme l’instrument par défaut de la conduite des affaires de l’État.

La guerre contre l’Iran est le résultat pour lequel ce vivier a été créé. Les discussions ont commencé lorsque Colin Powell s’est adressé à la Heritage Foundation en 2018, et une politique concrète de «pression maximale» a été élaborée en 2022-2023.

Depuis des décennies, la Heritage Foundation prône la destruction de l’accord sur le nucléaire iranien, des campagnes de «pression maximale» et la position explicite selon laquelle il n’est pas possible de négocier avec le régime iranien – il faut seulement le confronter. Leurs experts ont qualifié le moment actuel de «fenêtre d’opportunité en or». Leurs documents d’orientation appelaient à des «opérations soutenues impliquant des semaines de bombardements». Leur Sentinel Action Fund – un super PAC – a fait pression pour obtenir exactement les crédits de Défense qui financent aujourd’hui les groupes aéronavals dans le golfe Persique.

Ce n’était pas une réaction aux événements. C’était une stratégie qui attendait le bon président et l’occasion de la mettre en œuvre. Et le personnel est désormais en place – pas seulement des idéologues, mais **des milliardaires dont les portefeuilles fluctuent au gré de chaque décision qu’ils prennent depuis l’intérieur du gouvernement.**

Ce qui nous amène à l’argent.

Le Pentagone en tant que portefeuille de capital-investissement : Stephen Feinberg

Le département de la Défense porte désormais officiellement un titre secondaire : le «département de la Guerre». Ce changement de nom est révélateur, mais la véritable transformation est structurelle au sens financier du terme.

Au cœur de tout cela se trouve **Stephen Feinberg**, cofondateur de Cerberus Capital Management – une société de capital-investissement gérant environ **70 milliards de dollars d’actifs** – qui occupe le poste de secrétaire adjoint à la Défense. Alors que Pete Hegseth joue le rôle de figure de proue idéologique, parlant d’«éthique guerrière» devant les caméras, c’est Feinberg qui gère en réalité le budget de plus de 900 milliards de dollars du Pentagone. Il le gère, selon les observateurs, avec la «surveillance d’une intensité terrifiante» d’un spécialiste du redressement d’entreprises. Ce qu’il est exactement.

Feinberg a signé un accord d’éthique pour céder ses participations dans Cerberus. Puis il ne l’a pas fait. Il a maintenu des liens financiers avec la société par le biais de contrats de services administratifs pour la comptabilité et la conformité fiscale – contrats qu’il a prétendu être «impossibles» à transférer à un prestataire externe. C’est une «impossibilité» bien pratique lorsque le portefeuille de votre «ancienne» société est un bénéficiaire direct de la guerre que vous contribuez à mener.

Voici ce que détient Cerberus :

TABLEAU 1

Cerberus Entity	What It Does	Iran War Connection
Stratolaunch	Hypersonic flight testing	Accelerated funding for hypersonic missile testing
Vivace International (acquired Feb 2026)	Propulsion tanks for aerospace	Just-in-time manufacturing for missile and rocket systems
North Wind (est. 2025)	Hypersonics R&D	Integrated into DoD's arms transfer strategy
Navistar Defense	Tactical military vehicles	Procurement of MRAPs and trucks for Middle East deployment
Ligado Networks (14% debt, 24% preferred stock)	Telecom spectrum	Involved in a \$39B lawsuit against DoD — with Feinberg's boss now <i>at</i> DoD

La Stratégie de défense nationale 2026 préconise des investissements dans les «technologies novatrices» et les «systèmes autonomes». Cerberus Ventures – la branche de capital-risque de la société – a justement axé sa stratégie d’investissement sur ces domaines précis. Et Feinberg, depuis son poste au Pentagone, a assoupli les règles de passation de marchés afin de créer une «voie rapide» pour les petites entreprises – *dont beaucoup ont des liens avec Cerberus – afin de leur garantir des contrats à fournisseur unique et non concurrentiels* sous le prétexte d’«exigences liées à la mission».

Les frappes de juin 2025 contre le site nucléaire iranien de Fordo n’étaient pas de simples opérations militaires. Il s’agissait de **démonstrations de tir réel** pour des systèmes d’armes hypersoniques développés par des entreprises financées par des fonds de capital-investissement. Chaque frappe réussie est une validation de principe. Chaque validation de principe fait grimper la valeur du portefeuille. Et l’homme qui supervise les achats du Pentagone est **lié financièrement** aux entreprises qui vendent ces produits.

Feinberg a également plaidé en faveur de «modèles de financement astucieux» dans lesquels des sociétés de capital-investissement financent directement des infrastructures militaires – des centres de données sur des bases militaires, par exemple – créant ainsi des mécanismes à long terme pour prélever des loyers sur le budget de la Défense lui-même. Le Pentagone ne se contente pas d’acheter des armes au capital-investissement. Sous la direction de Feinberg, il est en train de devenir un **locataire** qui paiera pendant des décennies à venir !

Le pari d’initié du secrétaire au Commerce : Howard Lutnick

Si l’histoire de Feinberg traite d’une corruption structurelle lente, celle d’Howard Lutnick concerne quelque chose de plus rapide et de plus stupéfiant : **le fait qu’une société dirigée par un membre du gouvernement en exercice parie contre ses propres politiques – et gagne.**

Lutnick, PDG de Cantor Fitzgerald, a été confirmé au poste de secrétaire au Commerce en février 2025. À ce poste, il a supervisé l’utilisation agressive de la loi sur les pouvoirs économiques d’urgence internationaux (IEEPA) pour imposer des droits de douane et des sanctions – la guerre commerciale «Les États-Unis d’abord» sous sa forme la plus militarisée.

Pendant ce temps, son entreprise – désormais «dirigée par son fils», Brandon Lutnick – se livrait à une activité extraordinaire. Des documents examinés en juillet 2025, ainsi qu’une enquête menée par la suite par la commission judiciaire de la Chambre des représentants sous la direction du député Jamie Raskin, ont révélé que Cantor Fitzgerald avait **acheté les droits de recouvrer d’éventuels remboursements de droits de douane** auprès d’importateurs américains à **20 à 30 cents pour chaque dollar**.

Relisez bien cela. La société de Lutnick rachetait les créances d’entreprises lésées par les droits de douane imposés par Lutnick lui-même – à un prix dérisoire – en pariant que les tribunaux finiraient par invalider ces droits de douane pour cause d’illégalité.

Le 20 février 2026, la Cour suprême a fait exactement cela.

Résultat : **un bénéfice de 300% à 500%** pour Cantor Fitzgerald, la société de Lutnick, sur chaque créance rachetée.

La structure d’incitation est presque trop corrompue pour être crue :

1. **Le secrétaire au Commerce impose des droits de douane agressifs, potentiellement illégaux** qui perturbent le commerce et nuisent aux importateurs américains.
2. **La propre société du secrétaire achète les droits à d’éventuels remboursements** auprès de ces mêmes entreprises lésées – pour quelques centimes par dollar.
3. **Lorsque les tribunaux annulent les droits de douane** – comme la société du secrétaire l’avait clairement anticipé – elle encaisse la valeur totale du remboursement.

Et la guerre avec l’Iran aggrave la situation, au lieu de l’améliorer. Le recours de l’administration à l’IEEPA pour cibler des «importations spécifiques» et des «menaces perçues» liées au conflit crée un flux continu de *nouvelles* demandes d’indemnisation en difficulté que Cantor Fitzgerald peut rafler. Chaque nouvelle sanction, chaque nouvelle déclaration d’urgence, représente un nouveau lot d’entreprises en difficulté dont l’entreprise familiale du secrétaire peut tirer profit.

La manne générationnelle du secrétaire au Trésor : Scott Bessent

Soutenu par la Heritage Foundation, le secrétaire au Trésor Scott Bessent est un ancien protégé de **George Soros** qui dirigeait Key Square Group, un fonds spéculatif macroéconomique qui – par nature – tire ses profits de la volatilité géopolitique. Les fonds macroéconomiques ne parient pas sur des actions individuelles. Ils parient sur **le chaos lui-même** : les fluctuations monétaires, les chocs sur les matières premières, les répercussions des sanctions et des guerres.

Imaginez maintenant cet investisseur siégeant au sein du **Trésor américain**, avec un contrôle direct sur la politique de sanctions.

Bessent a accepté de se défaire de 28 actifs, notamment des fonds de capital-investissement et des fonds de Bitcoin. Il n’y est pas parvenu dans le délai requis de 90 jours. Des plaintes pour manquement à l’éthique ont suivi. Le Campaign Legal Center et la Democracy Forward Foundation ont déposé des plaintes officielles alléguant qu’il détenait des actifs spécifiquement pour tirer profit de la volatilité qu’il contribuait à créer.

TABLEAU 2

Bessent's Financial Interest	Status	Link to Iran Conflict
Key Square Group	Ties maintained via exit/admin deal	Macro bets on conflict-driven volatility
Private Equity Funds (e.g., Presight RV Co-Invest)	Failed to divest	Exposure to regional tech/security investments
iShares Bitcoin Trust	Failed to divest	Benefits from admin's pro-crypto push and Trump's "World Liberty Financial"
DOGE Team Access	Granted Musk's team access to Treasury systems	Identification of budget "waste" to reroute to favored contractors

Le conflit avec l’Iran est le moteur macroéconomique par excellence. Lorsque le département du Trésor de Bessent sanctionne des individus, des entités et des navires liés au Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), ces sanctions provoquent des fluctuations massives du rial iranien, des contrats à terme mondiaux sur le pétrole et des devises des acteurs régionaux comme les Émirats arabes unis et l’Arabie saoudite. Pour un investisseur macroéconomique, ce niveau de **visibilité privilégiée sur le calendrier et la sévérité des sanctions** n’est pas simplement avantageux. Il s’agit, comme l’a dit un analyste, d’une «aubaine générationnelle».

Bessent contrôle le moment où ces perturbations surviennent. Son ancien fonds avait été conçu pour tirer profit précisément de ces perturbations. Et il n’a jamais complètement coupé les ponts.

Drill Baby Drill – Pour la guerre : le secrétaire à l’Énergie Chris Wright

Si le Pentagone est le lieu où affluent les profits liés aux armes, le département de l’Énergie est celui où s’accumulent les profits liés aux matières premières.

Soutenu par la Heritage Foundation, le secrétaire à l’Énergie Chris Wright est le fondateur et ancien PDG de Liberty Energy, une société de services de fracturation hydraulique. Ses déclarations financières s’étendaient sur plus de **1800 pages**. Elles révélaient des participations boursières liées à l’énergie s’élevant à «des dizaines de millions de dollars», notamment près de **3 millions d’actions de Liberty Energy** détenues par Wright et son épouse. Il a accepté de réduire ses participations. L’environnement réglementaire qu’il supervise personnellement détermine la valeur de ces participations restantes.

La guerre contre l’Iran est la meilleure chose qui pouvait arriver aux producteurs nationaux de pétrole et de gaz, et Chris Wright le sait. La campagne de «pression économique maximale» menée par l’administration contre l’Iran – sanctionnant plus de 30 entités et ciblant la «flotte fantôme» iranienne – a retiré des millions de barils de brut du marché mondial. Lorsque l’on combine cette contrainte artificielle de l’offre avec la menace omniprésente d’une fermeture du détroit d’Ormuz par l’Iran (actuellement fermé, et par lequel transitent environ 20% du pétrole mondial), le résultat est prévisible : **les prix de l’énergie augmentent**. Les producteurs américains de schiste – le secteur même dans lequel Wright a bâti sa carrière – se précipitent pour combler le vide.

C’est la vision affichée par Wright qui se concrétise. Il a publiquement affirmé que les hydrocarbures «alimentent encore environ 85% de l’approvisionnement énergétique mondial» et s’est employé à démanteler les obligations de déclaration liées au climat. La guerre fournit le prétexte géopolitique pour accélérer ce programme : plus de forages, plus de fracturation hydraulique, plus de production – le tout présenté sous le couvert de la «domination énergétique» et de la «sécurité nationale».

Pendant ce temps, l’industrie pétrolière et gazière a versé **25,8 millions de dollars** aux groupes de campagne de Trump rien qu’en 2024. Les retombées politiques de cet investissement se concrétisent désormais sous la forme de décrets présidentiels favorisant la production, le démantèlement des réglementations environnementales et un conflit au Moyen-Orient qui a fait grimper le prix de la matière première qu’ils vendent.

Le Conseil des profits : quand les bombes deviennent des plans d’affaires

C’est là que l’histoire atteint son chapitre le plus audacieux.

Le **Conseil de la paix** – présidé par Donald Trump *à titre personnel* – supervise un «**Fonds de reconstruction et de développement de Gaza**» de **17 milliards de dollars** et est en passe de gérer des initiatives similaires pour la plupart des autres zones de conflit, notamment un Iran post-changement de régime. Les membres du Conseil ne sont ni des diplomates, ni des travailleurs humanitaires, ni des experts régionaux. Ce sont des **magnats de l’immobilier et des titans du capital-investissement** issus du cercle restreint de Trump.

TABLEAU 3

Board Member	Affiliation	Their Vision for the Rubble	 
Jared Kushner	Affinity Partners	\$30B "Master Plan" — data centers and luxury towers replacing conflict zones	
Marc Rowan	Apollo Global Management	Estimates \$115B in regional real estate value; plans for coastline "Rivieras"	
Yakir Gabay	Real Estate Billionaire	200 luxury hotels and artificial islands in formerly destroyed areas	
Steve Witkoff	Trump Middle East Envoy	Coordinates Board of Peace with sovereign wealth investors in UAE and Qatar	

Au centre de cet appareil se trouve **Jared Kushner**, dont l’**Abraham Accords Peace Institute (AAPI)** a désormais fusionné avec **la Heritage Foundation** (vous voyez le schéma ici ?), dont la société de capital-investissement, Affinity Partners, a levé **2 milliards de dollars auprès du Fonds public d’investissement saoudien** presque immédiatement après son départ de la Maison-Blanche en 2021. Cet investissement a fait l’objet d’une enquête du Congrès. Les critiques l’ont qualifié de «corruption légalisée» – une récompense pour le soutien apporté par Kushner aux intérêts saoudiens pendant le premier mandat de Trump, notamment sa gestion du meurtre de Khashoggi et son appui à la guerre au Yémen.

Ainsi, les mécanismes financiers sont verrouillés, quels que soient les résultats. Sur les 2 milliards d’investissement saoudiens, Kushner perçoit personnellement **25 millions de dollars par an en frais de gestion** – que le fonds réalise ou non le moindre centime de profit. Affinity Partners a depuis élargi son rôle, s’étant apparemment emparé d’un poste dans l’acquisition par l’Arabie saoudite d’actifs d’entreprises américaines comme Electronic Arts (EA Sports), fournissant une «couverture politique» et une «protection réglementaire» aux capitaux saoudiens affluant aux États-Unis.

Appliquons maintenant ce modèle à l’Iran. Alors que les bombes américaines détruisent les infrastructures iraniennes, Kushner et le Board of Peace sont déjà en train de vendre des «opportunités d’investissement incroyables» dans un «Iran post-régime» aux fonds souverains de Riyad et d’Abou Dhabi. Un véritable Board of Profits. Marc Rowan, d’Apollo Global Management, estime le potentiel de développement immobilier à 115 milliards de dollars. Le milliardaire et initié Yakir Gabay propose déjà 200 hôtels de luxe et des îles artificielles – construits sur les décombres de ce que les frappes américaines et israéliennes viennent de raser... Avec l’argent de vos impôts.

On ne saurait trop insister sur le caractère obscène de cet arrangement. **Le même réseau politique qui a poussé à la guerre** est désormais en position de tirer profit de la reconstruction. Le président préside le conseil – à *titre personnel* – qui attribuera les contrats. Son gendre dirige le fonds. Et les «clients» sont les monarchies du Golfe dont l’argent alimente tout ce système.

Note de la rédaction : World Liberty Financial (WLF), une entreprise soutenue par la famille Trump, *génère des revenus* en investissant les dollars qui garantissent le stablecoin de 1 USD de Trump dans des actifs sûrs tels que **les bons du Trésor américain**. Le Conseil de la paix prévoit d’imposer l’utilisation de l’USD1 pour tous ses projets de reconstruction d’après-guerre, comme à Gaza et en Iran..

Part des revenus : Les entités Trump (plus précisément DT Marks DEFI LLC) ont droit à environ **75% des intérêts générés** par les avoirs de World Liberty Financial. Des rapports récents estiment que cela pourrait générer plus de **136 millions de dollars** de bénéfices pour la famille Trump sur la base de la circulation actuelle.

Traduction : La famille Trump tirera un profit direct de chaque dollar investi dans la reconstruction qui passera par le Conseil de la paix. Plus de destruction = plus de profit.

Les entrepreneurs de l’ombre : puis il y a les pots-de-vin

Au-dessous de la classe des milliardaires, une économie secondaire d’entrepreneurs ayant des liens politiques est en plein essor.

Gothams LLC – la société «Alligator Alcatraz» mentionnée au début de cet article – s’est imposée comme le principal candidat au rôle de «maître d’œuvre» à travers le Moyen-Orient. Leur projet de proposition, obtenu fin 2025, présentait une «architecture logistique du système d’approvisionnement de Gaza» que les experts fédéraux ont qualifiée de l’un des accords contractuels les plus exploitants qu’ils aient jamais vus :

- **Rendement garanti de 300%** sur les dépenses d’investissement
- **Monopole de sept ans** sur l’ensemble du transport routier et de la logistique
- **Frais de 2 000 dollars** par chargement de camion humanitaire ; **12 000 dollars** par camion commercial

Ce modèle – **dans lequel un «Conseil de la paix» nommé politiquement fait office de client, garantissant un rendement triplé aux entrepreneurs privilégiés** – devrait servir de modèle pour les opérations post-conflit en Iran.

Il y a ensuite **UG Solutions**, une société militaire privée créée en 2023 par Jameson Govoni et Glenn Devitt, deux vétérans des forces spéciales et fervents partisans de Trump. UG Solutions gère des postes de contrôle dans les zones de conflit, offrant ce que les experts décrivent comme une «couche de séparation et de déni» pour l’administration. Les petites sociétés militaires privées comme celle-ci servent de sociétés écrans pour des paiements hors comptabilité et des transferts d’armes, **permettant ainsi au pouvoir exécutif de contourner entièrement le contrôle du Congrès**.

Ce ne sont pas des aberrations. C’est le système qui fonctionne comme prévu. L’ancien complexe militaro-industriel opérait au moins par l’intermédiaire de grands sous-traitants de la Défense cotés en bourse, soumis à un certain degré de contrôle. Le nouveau modèle passe par des sociétés écrans, des contrats à fournisseur unique et un Conseil de la paix qui ne rend de comptes à personne, sauf au président – qui le préside en tant que *simple citoyen* tout en exerçant simultanément la fonction de commandant en chef.

L’arnaque en or : quand le gouvernement devient un fonds spéculatif

Dans ce qui constitue peut-être le revirement le plus radical par rapport à l’idéologie du libre marché que cette administration prétend défendre, la Maison-Blanche a

commencé à prendre **des participations directes dans des sociétés cotées en bourse**.

Le 7 janvier 2026, Trump a signé un décret autorisant le «secrétaire à la Défense» à identifier les entreprises de défense peu performantes, à leur interdire les rachats d’actions et à leur imposer éventuellement une «action d’or» – une participation forcée donnant au gouvernement le contrôle direct sur les priorités de production d’une entreprise.

TABEAU 4

Company	Government Stake	How It Got There	Who Benefits
Intel	10% equity	\$8.9B CHIPS Act funds converted to common stock	"National asset" designation for AI/defense computing
MP Materials	15% equity (via DoD)	Preferred shares/warrants for rare-earth magnets	Reduced China dependence during Iran conflict
Lithium Americas	5% equity (via DoE)	\$2.26B federal loan package	Critical for militarized EV and battery supply chain
Lockheed Martin	Threatened "golden share"	Dividend/buyback ban for "underperformance"	Pressure on legacy contractors to yield to venture-backed startups

Cela crée ce que l’on ne peut décrire que comme un **club d’investissement parrainé par l’État**. Les donateurs issus du secteur des valeurs mobilières et de l’investissement ont versé **193,8 millions de dollars aux groupes de Trump en 2024**. Ils peuvent désormais investir dans des entreprises «directement liées à la politique industrielle américaine» – des entreprises dont les valorisations sont garanties par le gouvernement fédéral lui-même. Pour les milliardaires des fonds spéculatifs comme Paul Singer, Nelson Peltz et Diane Hendricks, la guerre contre l’Iran fournit à l’État la justification pour «verrouiller» la production nationale, garantissant ainsi que leurs investissements dans les énergies fossiles, l’industrie manufacturière et l’exploitation minière sont protégés par toute la puissance militaire américaine.

Le gouvernement n’est plus seulement le client de ces industries. Il est à la fois **co-investisseur, régulateur et garant des rendements**. Et Donald Trump en récolte les pots-de-vin sous forme de «dons de campagne».

L’économie intégrée du conflit

Prenons du recul et regardons la situation dans son ensemble.

Il ne s’agit pas d’une guerre entachée de corruption en marge. C’est une **architecture financière déguisée en politique étrangère**. Chaque aspect du conflit – de la décision de frapper aux armes utilisées, en passant par les sanctions imposées, les marchés énergétiques perturbés et la reconstruction qui s’ensuit – a été orchestré pour générer des profits pour un groupe spécifique et identifiable de personnes : «Le gang de Mar-A-Lago»

Au niveau du cabinet : Feinberg oriente les contrats du Pentagone vers sa propre sphère d’investissement. Wright tire profit de la flambée des prix de l’énergie provoquée par le conflit même que son administration a créé.

La société de Lutnick parie contre ses propres droits de douane et gagne. Bessent conserve des actifs non cédés tout en contrôlant les sanctions qui font bouger les marchés.

Au niveau du conseil : Kushner et le Conseil de la paix vendent déjà l’Iran d’après-guerre aux monarchies du Golfe – empochant 25 millions de dollars par an en frais de gestion avant même qu’un seul bâtiment ne soit reconstruit sur les décombres.

Au niveau des sous-traitants : des sociétés écrans ayant des liens politiques tirent des rendements garantis de 300% sur la logistique humanitaire, tandis que des sociétés militaires privées gèrent des postes de contrôle sans aucun contrôle du Congrès.

Au niveau des donateurs : une classe d’investisseurs milliardaires «triés sur le volet» injecte de l’argent dans des entreprises que le gouvernement a de fait garanties – des entreprises dont les cours boursiers sont soutenus par des décrets présidentiels et la guerre.

Voilà à quoi ressemble un «État mercenaire». La guerre n’est pas un échec politique ni un dernier recours. C’est un **modèle économique** – l’entreprise la plus rentable du portefeuille de ceux qui dirigent le pays.

Les bombes tombent sur Téhéran. Les profits atterrissent à Mar-a-Lago.

Et ceux qui en paient le prix – les soldats américains, les civils iraniens, les contribuables qui financent des budgets de Défense de 900 milliards de dollars – paient pour tout cela.

source : [The Democracy Defender](#)